

RAPPORT TECHNIQUE ANNUEL 2009

OPTIMISER LA CONTRIBUTION DE L'ÉLEVAGE DANS L'ÉCONOMIE ET LA VIE SOCIALE DES MÉNAGES AGRO-ÉLEVEURS

**Direction Générale
De la Coopération au
Développement**

**Programme triennal

2008 - 2010**

SIGLES ET ACRONYMES

ACOD	Association Conseil pour le Développement
A2N	Association Nodde Noto
ABR	Association Belgique Rwanda
ADEL	Association pour le développement économique du lait
AE	Auxiliaires d'élevage
AGR	Activité génératrice de revenus
APELDO	Appui à l'élevage dans la Région de Dosso
APLFLSA	Appui aux Partenaires Locaux à travers la Filière Lait et la Santé Animale
ARMFD	Appui aux revenus monétaires des femmes de Dosso
AVSF	Agronomes et Vétérinaires Sans Frontières (ONG - France)
BAB	Banque aliment bétail
BAD	Banque Africaine de Développement
BREN	Bureau Régional de Niamey (Coordination VSF-B pour l'Afrique de l'Ouest)
BVQ	Sous-filière « Bétail Viande de Qualité »
C	Commune
CAHW	Community Animal Health Worker
CAPEL	Centres privés d'Appui à l'Élevage
CCA ONG	Comité de coordination des actions des ONG
CESAO-PRN	Centre d'études économiques et sociales pour l'Afrique de l'Ouest - Pôle régional Niger
CIDR	Centre International de Développement Rural (ONG - France)
CLSP	Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté
CRFC	Conseil régional de Franche Comté
CSCR	Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSLP 2ème génération)
CSE	Contribution au Secteur élevage
CTB	Coopération Technique Belge
CVPP	Cabinet Vétérinaire Privé de Proximité
DCRA	Direction communale des ressources animales
DDRA	Direction départementale des ressources animales
DGCD	Direction Générale de la Coopération au Développement (Coopération belge)
DPG	Discours de Politique Générale
DPRA	Direction Provinciale des Ressources animales
DRRA	Direction Régionale des Ressources Animales
EAVK	Ecole Agri Vétérinaire de Kabutare

ECC	Espèce à cycle court
EE	Elevage école
ENEC II	Enquête Nationale sur les Effectifs du Cheptel
EP	Éleveur Progressiste
ES	Éleveur Sélectionneur
ESOP	Entreprises de Services aux organisations de producteurs
FAARF	Fonds d'Appui aux Activités Rémunératrices des Femmes
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'Agriculture
FFOM	Forces, Faiblesses, Opportunités, Menaces
FNAM	Fédération Nationale des Artisans du Mali
FNEB	Fédération Nationale des Exportateurs de Bétail
FODESA	Fonds de Développement du Sahel
GCP	Gestion du Cycle de Projet
GDS	Groupement de défense sanitaire
GRAD	Groupe de Recherche et d'actions pour le développement
ICD	Initiatives Conseils Développement (ONG – Mali)
IDH	Indice de développement humain
IMF	Institution de Micro Finance
IOV	Indicateur Objectivement Vérifiable
ISS	Interview Semi Structurée
KAPD	Karamoja Agro Pastoralist Development
km	Kilomètre
KLDP	Karamoja Livestock development Program
KLDF	Karamoja Livestock development Forum
LTA	Laboratoire de technologie alimentaire
MAE	Ministère des Affaires Etrangères
MAE	Ministère de l'Agriculture, de l'Elevage et de la Pêche (avant 2005, Mali)
MARP	Méthode d'analyse rapide et de planification
MARP	Méthode Accélérée de Recherche Participative
MED	Ministère de l'Economie et du Développement
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture et de l'Elevage
MINEL	Ministère de l'Elevage et de la Pêche (après 2005 Mali)
mm	Millimètre
MRA	Ministère des Ressources Animales, République du Niger
OB	Organisation de base
ODHD/LCPM	Observatoire du Développement Humain Durable et de la Lutte Contre la Pauvreté au

	Mali
OHVN	Opération Haute vallée du Niger
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation Paysanne
OPE	Organisation Paysanne d'Éleveurs
PADDAB II	Programme d'Appui aux Développement de l'Agriculture du Burkina Faso –Phase 2
PADK	Projet d'Appui à la Décentralisation à Koulikoro
PAFASP	Programme d'Appui aux Filières Agro-Sylvo-Pastorale
PAMED	Programme d'appui à la mise en place des entités décentralisées de la région de Dosso
PAPISE	Plan d'Actions et Programme d'Investissements du Secteur de l'Élevage au Burkina Faso
PASPE	Projet d'Appui au Secteur Privé en Élevage
PDAM	Projet de développement de l'aviculture au Mali
PDC	Plan de développement communal
PDEL / LG	Programme de Développement de l'Élevage –Liptako-Gourma
PDS	Plan de développement stratégique
PDSEC	Plan de Développement Social Economique et Culturel
PHVP	Projet d'hydraulique villageoise et pastorale
PIB	Produit intérieur brut
PIB	Produit Intérieur Brut
PIPO	Planification des interventions par objectif
PLP	Partenaire Local Principal
PME	Petites et Moyennes Entreprises
PME	Petite et Moyenne Entreprise
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PPCB	Péri pneumonie contagieuse bovine
PRE	Programme de relance de l'économie
PSTA	Plan Stratégique pour la Transformation de l'Agriculture
PTF	Partenaire Technique et Financier
QUIBB	Questionnaire des indicateurs de base et du bien-être
RAF	Réforme administrative et Foncière
RS	Sous-filière « Reproducteurs Sélectionné »
SAERP	Soutien à l'Agriculture et à l'Élevage pour Lutter contre la Pauvreté
SCRA	Service communal des ressources animales
SDR	Stratégie de développement rural
SESAC	Projet de Sécurisation Sanitaire et Alimentaire du Cheptel dans le Tadress

SIM	Système d'Information des Marchés
SO	Sans Objet
SPA	Sous-produits Agricoles
SPAI	Sous Produit Agro-industriel
SRP	Stratégie de lutte contre la pauvreté
SVPP	Service vétérinaire privé de proximité
SVPP	Service Vétérinaire Privé de Proximité
T	Année
UBT	Unité Bétail Tropical
UCEC / S	Union des caisses d'Epargne et de Crédit du Sahel
UE	Union Européenne
UGP	Unité de Gestion de Projet
V	Village
Véto	Vétérinaire
VIH / SIDA	Virus d'immunodéficience humaine / Syndrome immunitaire déficient acquis
VSF-B	Vétérinaires Sans Frontières – Belgique
ZEPESA	Projet d'Appui au Développement du Zébu Peul au Sahel

TABLE DES MATIÈRES

1	PARTIE GÉNÉRALE DU PROGRAMME	7
1.1	Données administratives	7
1.2	Présentation du programme	7
1.2.1	Généralités	7
1.2.2	Cadre logique du programme	7
1.2.3	Budget du programme	7
1.3	Evolution et réorientations du programme	7
1.4	Suivi / évaluation du programme	7
1.4.1	Les missions	7
1.4.2	Les bureaux régionaux	7
1.5	Leçons apprises	7
1.6	Suivi des recommandations formulées lors du dialogue politique	7
1.7	Orientations pour le programme triennal suivant	8
2	PARTIE SPÉCIFIQUE DU PROGRAMME	9
2.1	Objectif spécifique 1 : Titre du projet	9
2.1.1	Fiche Descriptive	9
2.1.2	Contexte local en relation avec le projet	12
2.1.3	Evolution du contexte	12
2.1.4	Les bénéficiaires	12
2.1.5	Partenariat	13
2.1.6	Méthodologie de mise en oeuvre	14
2.1.7	Synergie et relations avec les différents acteurs du développement	17
2.1.8	Adéquation et evolution des ressources	18
2.1.9	Efficacité du projet	20
2.1.10	Impacts du projet	31
2.1.11	Exécution budgétaire	31
2.1.12	Viabilité potentielle	33
2.1.13	Conclusions	34
2.1.14	Leçons apprises	37
2.1.15	Annexes	37

1 PARTIE GÉNÉRALE DU PROGRAMME

1.1 DONNÉES ADMINISTRATIVES

1.2 PRÉSENTATION DU PROGRAMME

1.2.1 GÉNÉRALITÉS

1.2.2 CADRE LOGIQUE DU PROGRAMME

1.2.3 BUDGET DU PROGRAMME

1.3 EVOLUTION ET RÉORIENTATIONS DU PROGRAMME

1.4 SUIVI / ÉVALUATION DU PROGRAMME

1.4.1 LES MISSIONS

Appui, monitoring, évaluation,

1.4.2 LES BUREAUX RÉGIONAUX

Les appuis et encadrements

Au niveau :RH (gestion performance, plan apprentissage, encadrement expatrié), partenaires locaux, technique, admin et financier, contribution aux stratégies VSF-B (environnement)

Bref rappel des moyens (humain, matériel, financier) du bureau appuyé par la DGCD

La coordination des actions

Knowledge management, atelier, séminaire, contribution aux synergies et complémentarités entre les actions et avec d'autres acteurs, représentation (lobbying) pour une meilleure efficacité de l'aide et la bonne cohérence du programme dans les politiques de développement ; etc. ...

1.5 LEÇONS APPRISSES

1.6 SUIVI DES RECOMMANDATIONS FORMULÉES LORS DU DIALOGUE POLITIQUE

1.7 ORIENTATIONS POUR LE PROGRAMME TRIENNAL SUIVANT

S'appuyer sur les conclusions/recommandations des missions de monitoring et d'appui à la formulation. Il ne s'agit pas de décrire la phase II du projet mais de préciser les orientations et la suite qui sera donnée à l'actuel programme (consolidation, extension, réorientation de résultats, changement au niveau des partenaires/parteneriat

2 PARTIE SPÉCIFIQUE DU PROGRAMME

2.1 OBJECTIF SPÉCIFIQUE 1 : TITRE DU PROJET

2.1.1 FICHE DESCRIPTIVE

Fiche signalétique de l'objectif

L'objectif spécifique du projet est d'augmenter de façon durable les revenus des femmes rurales installées dans les zones ciblées grâce à l'élevage d'espèces à cycle court.

Objectif spécifique 1	Titre :	Projet d'Appui aux organisations féminines par l'Élevage d'espèces à cycle court			Référence :	PAF08DG	
	Partenaire(s) local (locaux) :	Initiatives Conseils Développement (ICD)					
	Si l'objectif spécifique implique directement d'autres financements, indiqué pour quel pourcentage intervient celui de la DGCD et son évolution sur trois ans.	Augmenter, de façon durable, les revenus des femmes rurales installées dans les zones ciblées grâce à l'élevage d'espèces à cycle court.					
	Pays :	MALI	Etat/Province :	Région Koulikoro	Lieu :	Communes :	Kambila, Kalifabougou, Torodo, Sanankoroba
	Milieu :	<input type="checkbox"/> urbain		<input type="checkbox"/> semi-urbain		<input checked="" type="checkbox"/> rural	
	Secteur d'activité principal* :	AGRICULTURE		Sous-secteur 1* :	Sous-secteur 2* :		
	Groupe-cible :	Femmes rurales et leurs organisations					

Cadre logique du projet

Logique d'intervention	Indicateurs	Sources de vérification	Base line	1ère année	2ème année	3ème année	Hypothèses
<p>Objectif spécifique :</p> <p>Les productions des élevages à cycle court dans les communes ciblées sont accrues et mieux valorisées par les femmes</p>	<p>Les ventes d'espèces à cycle court augmentent annuellement de 10%</p> <p>Les effectifs d'espèces à cycle court par ménage sont accrus de 20% en 3^{ème} année</p>	<p>Etablissement d'une situation de référence, enquêtes pour le suivi du revenu d'un échantillon de bénéficiaires, rapport d'activités</p>	<p>Au maximum 5 sujets par an</p> <p>En moyenne 17 poules par productrice</p>	<p>300 sujets vendus</p>	<p>2350 sujets vendus</p>		<p>Les hommes (maris) sont favorables au développement de nouvelles AGR par leurs épouses</p> <p>Les femmes gardent leur autonomie dans la gestion des revenus générés</p>
<p>Résultat 1 La production des élevages d'espèces à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif</p>	<p>En année 3 le taux de mortalité des volailles villageoises est réduit de 65 %</p> <p>En année 3 le poids à 6 mois des poules et pintades est augmenté de 20% par rapport à la situation de référence</p>	<p>Rapports d'activités du projet, données de suivi technique d'un échantillon de bénéficiaires, rapports de suivi des prestataires d'appui conseil</p>	<p>41%</p> <p>La situation de référence a permis d'estimer le poids moyen des poules (800g), et des pintades (850g) de 6 mois Mais le suivi n'a pu être fait normalement en raison du fait que la plupart des sujets identifiés et marqués pour le suivi ont été écoulés avant la fin du processus.</p>	<p>50% par rapport à T0</p> <p>10% par rapport à T0</p>	<p>20% par rapport à T1</p> <p>10% par rapport à T1</p>	<p>10% par rapport à T2</p> <p>5% par rapport à T2</p>	<p>*Les différents acteurs en matière de santé animale, plus particulièrement les Services Vétérinaires Déconcentrés collaborent activement dans le processus des Réseaux de S.A .de Proximité</p>

Résultat 2 Les capacités des organisations féminines sont renforcées	En année 3, l'ensemble des OP appuyées a leur récépissé, appliquent leurs statuts et règlement intérieur et 2/3 des membres des OP appuyées participent à la vie de leur organisation Enfin 2/3 des OP appuyées ont un plan opérationnel.	Statuts et RI des OP, Récépissé d'existence des OP, PV d'assemblées générales des OP, Rapports d'activités du projet,	0	50%	75%	100%	Les structures qui appuient les OP ne mettent pas en œuvre des approches antagonistes à celles du projet
			0	50%	70%	80%	
			0	40%	50%	70%	
			0	30%	50%	70%	
Résultat 3 : L'accès des OP féminines aux services de la production est facilité	En année 3, chacune des OP appuyées a au moins passé 2 contrats de prestations d'appui conseil et financement En année 3 l'ensemble des élevages appuyés sont suivis sur le plan sanitaire par un prestataire de service. En année 3, la couverture des besoins en aliment de 75% des OP appuyées est assurée	Contrats entre OP et prestataires, contrats entre OP et IMF, fiches de suivi des prestataires, enquêtes de satisfaction des besoins des bénéficiaires	0	75%	90%	100%	Les prestataires locaux sont en règle vis-à-vis de la loi (santé animale) Les prestataires locaux sont intéressés à élargir leurs activités à la clientèle des productrices et OP d'ECC
			0	75%	90%	100%	
			0	50%	66%	75%	
Résultat 4 : Un système rémunérateur et durable de mise en marché des productions des élevages à CC est mis en place	En année 3 80 % des opérations commerciales dégagent des marges bénéficiaires pour chacun des acteurs : OP et intermédiaires commerciaux	Analyse économique du système de mise en marché à travers le compte d'exploitation de chaque acteur de la filière	0	60%	75%	80%	Les réactions des acteurs du marché traditionnel sont raisonnables et ne vont pas jusqu'au dumping

2.1.2 CONTEXTE LOCAL EN RELATION AVEC LE PROJET

Dans la zone d'intervention du projet, les femmes contribuent de façon importante dans la prise en charge des dépenses courantes (frais de scolarité et couverture sanitaire des enfants). Elles couvrent ces charges grâce au revenu tiré d'activités génératrices de revenus : maraîchages, champs de case, petit élevage.

L'essentiel de l'offre en produits d'animaux à cycle court écoulés dans le District de Bamako et dans la ville de Kati provient principalement des zones rurales. Or, dans la zone d'intervention du projet, les femmes rurales et leurs organisations ont développé des actions et stratégies de création et sécurisation de leurs revenus à partir de la production et la commercialisation d'animaux d'espèces à cycle court. Les revenus tirés de ces activités leur permettent de contribuer de façon importante à la prise en charge de nombreuses dépenses non couvertes par le chef de famille : complément aux frais de condiments, habillement des enfants, trousse de mariage, frais de scolarité des enfants, frais de soins sanitaires, ... etc. Bien qu'il existe un potentiel important de création de revenus durables à travers le petit élevage, à la fois sur les marchés locaux et le marché (plus éloigné) de Bamako, les femmes ont une maîtrise technique insuffisante de ces types d'élevages. Les produits qu'elles mettent sur le marché ne peuvent dans ces conditions être bien valorisés. En plus des contraintes techniques, les organisations auxquelles participent ces femmes sont peu fonctionnelles.

L'action consiste donc à réduire la précarité du système de revenu par des interventions sur la productivité et l'accès aux marchés (locaux et plus éloignés).

2.1.3 EVOLUTION DU CONTEXTE

Libellé	Impact ¹	Justifications	Commentaires (actions prises ou à prendre)
Grippe porcine	0	RAS	RAS
Hivernage	-	Forte humidité dans les poulaillers ayant occasionné une forte mortalité chez les poussins et les pintadeaux	Utilisation de sources de chaleur notamment dans le cas de l'élevage des poussins et des pintadeaux
Elections municipales	+	Positif grâce aux bonnes perspectives de collaboration avec les nouveaux élus	Prise de contact avec les nouveaux élus et présentation du projet dans la perspective d'un partenariat

*1 : (-) impact négatif ; (0) : impact neutre ; (+) : impact positif

2.1.4 LES BÉNÉFICIAIRES

Type bénéficiaire*	Catégorie	Nbre	Autres données pertinentes (évolution, réorientation,...)
BD	Productrices d'espèces à cycle court	250	Petites productrices d'espèces à cycle court constituées pour l'essentiel de volailles (poules) et de quelques petits ruminants. Certaines sont intéressées par la production de lapins à condition qu'il y ait un débouché.
BI	Intermédiaires commerciaux d'ECC	3	Trois intermédiaires commerciaux appuyés : octroi d'équipement de transport, formation à la reconnaissance des maladies aviaires, formation à la tenue d'un compte d'exploitation

BI	Vétérinaires privés	1	Formation à la santé et protection des volailles villageoises
B Ind	Artisans locaux (menuisiers, potières)	5	RAS
B Ind	Fournisseurs d'équipements (grillages, mangeoires, abreuvoirs)	4	RAS

* : BD : bénéficiaires direct, BI : bénéficiaire intermédiaires, B ind : bénéficiaire indirect

2.1.5 PARTENARIAT

Le Partenaire Local Principal

Dénomination :	Initiatives- Conseils-Développement		
Statut juridique :	ONG		
Activité centrale (spécificité) :	<p>1- Accès des producteurs agricoles et de leurs organisations au marché : promotion d'entreprises de services aux organisations de producteurs, appui à l'instauration de relations durables entre organisations et acteurs du marché (entreprises agroalimentaires, acheteurs de gros).</p> <p>2- Accès des producteurs agricoles et de leurs organisations aux services d'appui à la production (approvisionnement, prestations techniques, formation, financement, etc.).</p> <p>3- Concertations entre acteurs des filières</p>		
Présentation succincte :	<p>Créée en 2001 par des cadres maliens ayant tous une longue expérience dans la conception, la mise en œuvre de projets de développement au Mali et ailleurs ICD est une association érigée en ONG dont l'objectif est de contribuer au développement économique et social du monde rural par le renforcement des partenariats entre les producteurs agricoles organisés et les acteurs économiques des filières. Le choix d'actions en faveur des populations rurales se justifie par le caractère essentiellement rural de la pauvreté au Mali.</p> <p>Les actions de ICD sont conçues et mises en œuvre sur la base de plans d'orientation stratégique périodiques. En 2008, ICD a réalisé l'évaluation de son plan stratégique 2005 - 2009. Le processus de formulation du nouveau plan stratégique est en cours.</p>		
Date du premier contact avec VSF-B	2002 à Lyon lors d'un séminaire animé par AVSF		
Adresse :	Badalabougou Sema Gexco – BAMAKO		
Téléphone :	223 20 23 36 61	Fax :	223 20 23 36 61
		e-mail :	icd@afribone.net.ml
Nom du responsable :	DIALLO Amadou (Directeur)		
Méthode comptable :	Livre de caisse :	<input type="checkbox"/>	En partie double :
		<input type="checkbox"/>	Double analytique :
			X

Personnel VSF-B

Il n'y a pas de personnel VSF-B associé au PAFEC

Personnel local d'exécution

Nom	Fonction	Date affectation	Date de fin de contrat	Observations
Amadou Moctar Diallo	Chef de projet	Mai 2008	Déc 2010	CDD
Mamadou Touré	Chargé OP	Mai 2008	Déc 2010	CDD
Diaminatou Diarra	Chargée filière	Mai 2008	Déc 2010	CDD
Ibrahim Diallo	Comptable	Avril 2008	Déc 2010	A mi-temps sur le PAFEC et le PRODEL-k
Dicko Sow	Caissière	Avril 2008	Déc 2010	A mi-temps sur le PAFEC et le PRODEL-k
Amadou O. F Traoré	Chauffeur	Mai 2008	Déc 2010	CDD
Kaba Touré	Animateur	Mai 2008	Déc 2010	CDD

2.1.6 MÉTHODOLOGIE DE MISE EN OEUVRE

Stratégie et méthode de mise en œuvre

La stratégie générale du projet se fonde sur la promotion d'un mode d'accès durable des productrices et leurs organisations au marché à travers une adaptation aux exigences du marché.

Il est mis en œuvre par ICD avec l'appui technique de VSF- Belgique. Ce partenariat est consacré par une convention opérationnelle entre les deux structures.

Le principe d'intervention du projet consiste à responsabiliser les bénéficiaires directs et à les accompagner dans la mise en œuvre des principaux volets du projet à savoir :

i) L'amélioration de la production des animaux sur le plan quantitatif et qualitatif :

Cette amélioration se fait grâce au renforcement des capacités techniques des productrices principalement sous forme de formation, d'appui à la vaccination contre les maladies dominantes et par l'amélioration des conditions d'élevage des volailles.

ii) Le renforcement des capacités des organisations féminines :

Cet appui est mis en œuvre après un diagnostic participatif impliquant les OP qui permet d'identifier les contraintes auxquelles elles font face et de formuler un plan de renforcement. Des évaluations périodiques et participatives permettent de faire le point, d'apprécier les avancées et de tirer les leçons apprises.

iii) L'appui à l'accès des bénéficiaires aux services de la production :

Dans le but de responsabiliser les bénéficiaires dans les choix des nouvelles orientations du projet et d'instaurer des relations durables entre acteurs locaux, une mise en relation entre productrices et pourvoyeurs de services aux éleveurs (vétérinaires, institutions de micro-finance, artisans,...) a été réalisée sous forme de contrat entre les différentes parties.

iv) Appui à l'accès au marché :

Dans le domaine de l'accès au marché, chaque OP constitue une entité de commercialisation d'espèces à cycle court. Les stratégies diffèrent selon leur position géographique (enclavement ou proximité des axes routiers importants).

Pour les OP enclavées, les opérations de commercialisations sont organisées via des intermédiaires. Ces derniers servent d'interface entre ces productrices organisées et le marché urbain principalement. Les OP et ces intermédiaires commerciaux travaillent sur la base de principes de collaboration qu'ils ont définis en commun (prix, modalités de paiement, qualité, quantité, date,...). Le projet joue le rôle de facilitateur.

Les productrices proches du centre-ville (Kati, Bamako) et des axes routiers importants commercialisent facilement leurs produits d'élevage et ne trouvent que d'intérêt à travailler avec un intermédiaire commercial. Ces OP vendent directement leur production sous la conduite de leur responsable commerciale. Cette dernière est garante de la qualité des produits et des transactions commerciales. Elle est chargée de :

- définir l'engagement ferme avec chaque membre de l'OP ;
- chercher les clients et les informer des intentions de vente des membres de l'OP;
- négocier les conditions de commercialisation (date, lieu, modalités de paiement,...) ;
- organiser la collecte et la vente ;
- se faire payer par l'acheteur et payer les membres de l'OP ;
- organiser la réunion bilan ;
- programmer la prochaine opération commerciale (engagement en terme de quantité, qualité, délai, prix,...).

Méthode de suivi

Le projet est mis en œuvre par l'organisation malienne, Initiatives – Conseils -Développement (ICD) qui reçoit un appui technique et méthodologique de VSF-Belgique. Le suivi du projet se fait à deux niveaux : à l'interne du projet et à l'externe.

Au niveau interne du projet, il existe un système de suivi à deux niveaux. Le premier niveau de suivi est effectué par chaque responsable de volet. Le deuxième niveau de suivi est réalisé par le Chef de projet.

A cet effet des outils de suivi ont été élaborés. Le suivi opérationnel est réalisé périodiquement en interne (rythme mensuel ou bimensuel) à travers un point de situation de la bonne réalisation des activités planifiées.

Le suivi budgétaire est assuré par le chef de projet, le comptable du projet et le responsable administratif et financier du partenaire local.

Le comptable de VSF-B assure le contrôle du respect des procédures d'achat et la production des monitorings reports.

A l'externe du projet, il existe deux niveaux de suivis.

Un premier niveau de suivi réalisé par le partenaire local ICD qui consiste à faire le point sur l'état d'avancement des activités du projet, à suivre la mise en œuvre des recommandations des missions de monitoring et des actions points. Ainsi, en juillet 2009, ICD a réalisé une mission de suivi des activités et d'appui technique à l'équipe du projet.

Cette mission a recommandé de :

- déployer un dispositif de gestion plus orientée sur les résultats ;
- mettre en œuvre des activités pouvant conduire à des impacts plus importants sur les bénéficiaires ;
- transférer à un cadre du projet les activités opérationnelles du volet 1 initialement dévolues au chef de projet afin de permettre à ce dernier de se concentrer plus sur la gestion administrative et financière du projet et l'accompagnement des collaborateurs.

Le second niveau de suivi externe du projet s'inscrit dans le processus de suivi régulier des actions de terrain par VSF-Belgique et est réalisé par le BREN. Il vise principalement à établir une situation périodique de l'état d'avancement du projet en rapport avec les critères de la Gestion du Cycle de Projet (GCP) et à apprécier l'évolution de la prestation et des relations partenariales au fil des années. L'établissement d'un bilan permet, en outre, de définir de manière participative les mesures correctives à prendre par les différents partenaires. Ainsi, en novembre 2009 une mission de monitoring et d'appui conseil au projet a été réalisée par l'Assistant Programme du BREN.

Cette mission a conclu que le PAFEC donne une bonne impression de la qualité des actions développées principalement dans le domaine prioritaire d'amélioration des conditions zootechniques et sanitaires des ECC et de mise en marchés des produits de cet élevage. Par ces actions, le cheptel aviaire a significativement augmenté à l'échelle individuelle et à l'échelle OP. La structuration des femmes en OP a permis de définir des stratégies de commercialisation et de négocier avec des intermédiaires pour la vente de leurs sujets. La démarche mise en place a résolu les difficultés d'accès aux marchés des femmes.

Le système de formation a permis de faire évoluer les pratiques des femmes même si le niveau de mise en application reste encore faible. Par contre ces formations touchent pour l'instant les femmes des OP et doivent être étendues à toutes les femmes des villages d'intervention du PAFEC.

D'autre part, la mission a mis en évidence l'approche fortement participative des femmes, des autorités administratives locales, des chefferies traditionnelles et des organisations d'éleveurs.

Par contre la mission estime que les actions liées à la diffusion de «coq améliorateur» restent pour l'instant très délicat dans un contexte où la maladie de Newcastle sévit encore de façon endémique et où la mise en application des formations reçues est très faible.

En plus de ces missions, des échanges périodiques sont organisés entre le BREN et le responsable du Projet (courriers électronique, appels téléphoniques, skype). Les discussions portent sur l'état d'avancement des activités, les difficultés rencontrées et les besoins en appuis spécifiques.

A partir de la mission de monitoring de novembre 2009, un système de suivi sous forme d'Actions point a été mis en place et est actualisé hebdomadairement.

Stratégie pour la durabilité

Sur le plan technique, la durabilité repose sur le principe de renforcement de capacité des groupes cibles (sensibilisation, formation techniques, démonstration, voyages d'étude...).

Dans le domaine de la santé et de la protection des volailles, les productrices ont été formées à la reconnaissance des pathologies majeures (maladie de Newcastle, variole, parasitoses, ...) et à la mise en œuvre d'un plan de prophylaxie. La vaccination de masse est assurée par des vaccinateurs villageois formés par le projet. Ces derniers servent de relais entre les productrices et le vétérinaire. Afin d'avoir un impact plus important de l'action en cours, il est prévu d'étendre les actions de sensibilisation et de formation en santé et protection des volailles à l'ensemble des producteurs des villages actuellement couverts. Dans le domaine de l'alimentation, les productrices ont été formées à la formulation de rations avec des intrants locaux.

Sur le plan économique, la structuration des femmes en OP et leur mise en relation avec les intermédiaires commerciaux leur a facilité l'accès au marché et a permis d'améliorer les ventes.

Sur le plan socio- culturel, l'extension de la sensibilisation et de la vaccination à l'ensemble des producteurs des villages couverts est un facteur de consolidation des acquis du projet.

2.1.7 SYNERGIE ET RELATIONS AVEC LES DIFFÉRENTS ACTEURS DU DÉVELOPPEMENT

Synergie et relations avec les autorités nationales et locales

Structures / personnes	Type de contact / objet de la rencontre / actions communes	Commentaires
Service local Vétérinaire	Participation à la validation des supports de formation et de sensibilisation des productrices ; Participation à la formation des vaccinateurs de volailles Formation au diagnostic différentiel des pathologies aviaires	Très bonne collaboration avec les services de l'état. Le partenariat est bien apprécié des deux côtés
Service Local de la Production et de l'Industrie Animale (SLPIA) Service local Vétérinaire		
Office de Haute Vallée du Niger (OHVN)		
Mairie de Kambila	Présentation du projet, consultation des programmes de développement économique et culturelle, identification et analyse des intervention des autres intervenant dans la zone, échange sur les éventuelles synergies d'action.	RAS
Mairie de Kalifabougou		
Mairie de Torodo		
Unité d'appui à la production et industrie animale Sanankoroba	Participation à l'identification, l'organisation et la structuration des productrices de Sanankoroba, Koniobla et Banco coura	

Synergie et relations avec les structures partenaires

Structures	Type de contact / type d'actions	Commentaires
ONG Le Tonus	Information sur l'évolution du projet (remise de la synthèse des rapports d'activités) Partenariat dans l'alphabétisation et la mise en relation avec les IMF	RAS
Institution de micro-finance	Analyse des conditions d'octroi de prêt Mise en relation avec les organisations de productrices promues dans le cadre du projet	3 organisations de productrices ont négocié et obtenu un prêt
Vétérinaires privés (2)	Mise en relation avec les productrices sous forme de contrat de prestation de service Suivi zootechnique	Chaque OP encadré a pu négocier un contrat de suivi du cheptel

2.1.8 ADÉQUATION ET EVOLUTION DES RESSOURCES

Les ressources humaines

L'équipe projet est constituée d'un responsable de projet, un chargé de la promotion des filières, un chargé d'appui à l'organisation des productrices, un animateur polyvalent recruté en mai 2009, un chauffeur, un comptable et une caissière à mi-temps. Les ressources humaines sont globalement adéquates pour l'exécution des activités du projet. Toutefois, le monitoring de novembre 2009 a suggéré de renforcer les actions de terrain par le recrutement de deux animateurs polyvalents afin d'augmenter le nombre de villages et d'OP couverts par les activités et à l'intérieur des villages d'étendre les actions de sensibilisation à l'ensemble des producteurs d'espèces à cycle court. De même afin d'étoffer les cadres, le projet a sollicité et obtenu du CTB un volontaire qui démarrera en 2010 permettra d'appuyer d'une part la chargée de filière dans la réalisation des études de marché et la promotion des produits d'espèces à cycle court et d'autre part le Chargé d'appui aux OP dans le diagnostic des organisations de base

Un entretien individuel d'appréciation est réalisé tous les six mois pour chaque cadre et fait office de coaching.

Résultats/ volets	Adéquation des ressources humaines ¹			
	Quant.	Qualité	Délais	Commentaires
Résultat 1 : La production des élevages d'espèces à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif	3	3	2	Le personnel du projet est qualifié et compétent. Cependant, il serait nécessaire

Résultat 2 : Les capacités des organisations féminines sont renforcées	4	4	4	de renforcer l'équipe compte tenue de l'étendue de la zone d'intervention
Résultat 3 : L'accès des OP féminines aux services de la production est facilité	4	4	2	
Résultat 4 : L'accès des OP féminines aux services de la production est facilité	4	4	4	L'étude de marché n'a pu être réalisée dans les délais prévus faute de compétence au sein de l'équipe. Sa réalisation a été sous-traitée à un prestataire de service

Les ressources matérielles

Le projet dispose de moyens logistiques et informatiques. Les bureaux sont en réseau et disposent d'un accès internet haut-débit qui permet d'échanger avec les partenaires, le BREN, le HQ et de faire différentes recherches bibliographiques. Les ressources matérielles disponibles sont satisfaisantes en quantité et en qualité et permettent de mettre en œuvre les activités du projet selon les planifications réalisées.

Un inventaire des équipements est joint en **annexe 4**

Les ressources financières

En dehors de budget prévu pour l'alphabétisation qui a été insuffisant, les ressources financières ont été globalement adéquates à la réalisation des différentes activités. Le dynamisme de l'équipe dans le partenariat a été favorable à la mobilisation d'un financement additionnel pour poursuivre les formations en alphabétisation.

Les délais de mise en place des différentes ressources ont été respectés

2.1.9 EFFICACITÉ DU PROJET

Etat d'avancement du projet et planning

Objectif spécifique	Indicateurs						
Résultats intermédiaires	Indicateurs	T0 (situation de départ)	Fin de programme A3	Prévu A1	Réalisé A1	Prévu A2	Réalisé A2
1 La production des élevages d'espèces à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif	Réduction du taux de mortalité de 50% par rapport à la situation de référence	Poules : 41%	Poules : 14%	Poules : 20%	11%	Poules : 16%	10,5%
	Augmentation du poids des animaux de 10% par rapport à la situation de référence	Non déterminé car l'IOV a été abandonné à cause des pratiques de vente qui ciblent le mois que le poids	RAS	RAS	RAS	RAS	RAS
	Réduction de l'âge de la commercialisation de 7 mois à 4 mois	7 mois	4 mois	6 mois	6 mois	5 mois	5 mois
2 Les capacités des organisations féminines sont renforcées	100% des OP appuyées ont leur récépissé	0	100%	50%	66%	75%	42%
	50% des OP appliquent leurs statuts et règlement intérieur	0	80%	50%	100%	70%	60%
	2/3 des membres des OP appuyées participent à la vie de leur organisation	0	66%	30%	40%	50%	60%

	2/3 des OP appuyées ont un plan opérationnel.	0	66%	30%	100%	50%	100%
3. L'accès des OP féminines aux services de la production est facilité	75% des OP appuyées a au moins passé 2 contrats de prestations d'appui conseil et financement	0	75%	50%	100%	65%	60%
	75% des élevages appuyés sont suivis sur le plan sanitaire par un prestataire de service.	0	75%	50%	100%	65%	60%
	la couverture des besoins en aliment de 50% des OP appuyées est assurée	0	50%	30%	100%	40%	60%
4 Un système rémunérateur et durable de mise en marché des productions des élevages à CC est mis en place	60 % des opérations commerciales dégagent des marges bénéficiaires pour chacun des acteurs : OP et intermédiaires commerciaux	Non précisé	80%	60%	100%	75%	100%

T0 = janvier 2008

Commentaires sur l'état d'avancement de l'objectif spécifique

La vente des poules est passée de 3 sujets par productrice et par an avant le projet à 7 en deux ans d'activités. Les effectifs de volailles encadrés sont passés des 1200 sujets en début de projet à 4350 en fin 2009. L'analyse de ces deux indicateurs de renseignement de l'objectif spécifique montre que son atteinte est déjà perceptible grâce à l'action conjuguée de l'amélioration de la production et la lutte contre la maladie de Newcastle. En plus de ces deux actions, la mise en relation des OP avec les intermédiaires commerciaux a facilité l'accès au marché aux productrices et a permis d'améliorer le niveau d'écoulement des produits d'espèces à cycle court.

L'analyse du compte d'exploitation d'un échantillon de 12 productrices suivies depuis le début du projet montre que le revenu moyen tiré de l'élevage de poules par productrice est passé de 24 000 f CFA en 2008 à 46 000 f CFA en 2009. Le cash flow (différence entre l'encaissement et le décaissement) du même échantillon suivi est passé de -5700 à 13 800 f CFA.

Cette augmentation est imputable à l'augmentation numérique du cheptel suite aux vaccinations et déparasitage initié dans le cadre du projet, aux actions de formations et à l'amélioration des conditions d'élevage.

Commentaires sur le degré d'atteinte des résultats

Résultat 1 : La production des élevages d'espèces à cycles courts est améliorée sur les plans quantitatif et qualitatif

Au niveau de ce résultat, le taux de mortalité des volailles de l'échantillon de 30 productrices suivies est passé de 11 à 10,5%. Le faible niveau de réduction est imputable au fort taux de mortalité enregistré lors de l'opération « poussin ». Cependant ce taux reste raisonnable par rapport aux prévisions (20%). Quant à l'âge de commercialisation des poules, il est passé de 6 à 5 mois dans la majorité des cas. Cette réduction a été favorisée par le gain de poids rapide consécutif au déparasitage et le rationnement des poussins. Cette situation a eu un effet positif sur le prix et les productrices ont pu économiser sur les coûts d'entretien des volailles et optimiser sur le prix de vente.

Résultat 2 : Les capacités des organisations féminines sont renforcées

Il était prévu que 75% des organisations de productrices appuyées soient reconnues officiellement. A l'heure actuelle, 42% ont reçu leur récépissé. Cet écart est imputable à la lourdeur administrative qui ne permet pas l'obtention dans les délais des documents administratifs (casier judiciaire, acte de naissance) nécessaires à la constitution des dossiers.

Sur un autre aspect, 60% des OP encadrées appliquent leur statut et règlement intérieur sur une prévision de 70%. Cet écart est dû au problème d'analphabétisme des membres, le faible niveau de suivi des décisions prises lors des réunions et le faible niveau d'application des sanctions.

Sur une prévision de 50%, seulement 60% des membres des OP appuyées participent activement à la vie de leur organisation (organisation de la production et de la commercialisation, participation aux réunions, paiement des cotisations, participation aux assemblées générales et réunions bilan, ...). Comme ci-haut indiqué, les OP tiennent régulièrement des réunions, mais la mise en œuvre des décisions n'est pas bien suivie. De plus, toutes les productrices n'ont pas le même niveau de compréhension des objectifs des OP. Certaines ne sont intéressées que par le fait de bénéficier des appuis du projet.

La totalité des OP appuyées ont élaboré et évalué leur plan opérationnel.

Résultat 3 : L'accès des OP féminines aux services de la production est facilité

L'accès des OP encadrées aux services de la production se construit progressivement de façon participative. Ainsi, 60% des OP appuyées ont bénéficié de fonds de roulement et ont accès aux intrants sanitaires et alimentaires. Aussi, chacune de ces OP ont eu au moins deux contrats de prestation d'appui conseil et de suivi sanitaire avec un vétérinaire. Ainsi, 60% des élevages appuyés sont suivis sur le plan sanitaire par un prestataire de service.

Relativement à l'accès aux Institutions de Microfinance, après les nombreuses démarches initiées par toutes les OP, seulement 25% ont pu conclure un contrat de financement auprès d'une institution de micro-finance pour acheter des jeunes poussins qu'elles ont commercialisé lors des fêtes de fin d'année. L'évaluation de cette première opération permettra aux autres OP de mieux négocier leur contrat.

83 poulaillers et 50 poussinières ont été équipés en mangeoires, abreuvoirs, chaufferettes, portes et fenêtres.

Résultat 4 : Un système rémunérateur et durable de mise en marché des productions des élevages à CC est mis en place

A ce niveau, il était prévu que 75 % des opérations commerciales dégagent des marges bénéficiaires pour chacun des acteurs : OP et intermédiaires commerciaux. L'analyse du compte d'exploitation des 12 productrices suivies en 2009 montre un résultat net moyen de l'ordre de 46 000 f CFA. A la lumière de ce résultat, on peut déduire que l'opération est rentable. En plus, elle génère un flux net de trésorerie appréciable de l'ordre de 5000 f CFA. Les marges dégagées par les intermédiaires commerciaux n'ont pu être clairement estimées car ils n'achètent pas que chez les productrices encadrées dans le cadre du PAFEC. Cependant un intermédiaire déclare faire une marge bénéficiaire minimum de 250 f CFA par sujet. Il affirme d'autre part qu'il tire un avantage intéressant des opérations avec les productrices encadrées par le PAFEC : réduction des pertes dues essentiellement aux maladies, embonpoint des sujets achetés, bonnes conditions d'achat (achat groupé)...etc. Les opérations de commercialisation pendant les deux premières années d'exercices ont apporté aux productrices la somme de 3 500 000 f CFA. Ce chiffre d'affaire a été réalisé par une centaine de femmes qui ont vendu 2350 volailles.

Tableau synoptique des activités

Voir le tableau en **annexe 2**

Commentaires concernant les activités (hors formation)

2.1.9.1.1 L'approvisionnement des éleveurs en géniteurs de qualité

Au mois de juillet 2009, le projet a fourni 64 coqs raceurs de souche « Wassachè » (croisement Rhodes Island Red souche importées et Cocochè souche locale) sur une centaine de demandes exprimées. Les besoins n'ont pu être satisfaits à cause de la faible capacité de production du Centre avicole et des fournisseurs privés. Les productrices bénéficiaires ont contribué à hauteur de 25%. La moitié a survécu. Les mortalités sont dues essentiellement au non respect du plan de prophylaxie indiqué car l'essentiel des vaccinations contre la maladie de Newcastle ont été faite au moment où les foyers se sont installés. De plus certaines n'ont pas du tout déparasité leurs sujets, or ce sont des sujets très sensibles aux parasitoses. Cette opération est une formation-action pour les productrices pour comprendre les contours de l'aviculture améliorée.

2.1.9.1.2 L'amélioration des conditions d'élevage (logement, équipement, hygiène)

Sur le plan de l'amélioration des conditions d'élevage, 83 poulaillers et 50 poussinières ont été construits par les productrices selon un plan fourni par le projet. Ils ont été équipés par le projet en portes, fenêtres, abreuvoirs, mangeoires et chaufferettes. Si certaines de ces infrastructures ont permis de protéger les volatiles contre les intempéries et les prédateurs et réduire les mortalités, un accent doit être mis à présent sur l'entretien des poulaillers.

2.1.9.1.3 La prophylaxie du cheptel (en fonction des espèces)

Le service de santé de proximité est assuré par 11 vaccinateurs villageois (5 hommes et 6 femmes) formés et équipés. Les vaccinateurs villageois assurent aux productrices de volailles un service de proximité (vaccination contre la maladie de Newcastle et déparasitage) après les campagnes de sensibilisation autour des plans de prophylaxie. Le suivi des petits ruminants est assuré par le vétérinaire sous forme de contrat. En 2009, les vaccinateurs formés ont réalisé 6672 vaccinations contre la maladie de Newcastle y incluse les volailles d'autres productrices et producteurs non membres des OP encadrées par le PAFEC. Le vétérinaire a vacciné et déparasité 155 petits ruminants.

Pour une meilleure mobilisation du fonds de roulement « Santé animale », le plan de prophylaxie fera toujours l'objet de vulgarisation et son adoption constante évaluée.

2.1.9.1.4 Appui à la gestion et à l'analyse d'une activité économique

Une opération « Poussins » a été initiée en juin 2009 dans le but de booster la production et d'initier les productrices à l'aviculture semi-moderne. Cette opération à double objectif n'a pas permis de booster la production à cause des fortes mortalités (50%), cependant elle a été très instructive pour les productrices. En effet, elles ont compris que la réussite de l'aviculture nécessite la maîtrise de la conduite d'élevage, le respect des plans de prophylaxie et surtout l'application des formations reçues.

L'évaluation de cette activité a montré des disparités entre les élevages : le taux de mortalité était faible chez certaines tandis que d'autres ont perdu tout leur cheptel. La conclusion de cette évaluation a été que les mortalités sont dues essentiellement au faible niveau de maîtrise technique (non respect du plan de prophylaxie, mauvaises conditions d'élevage et d'hygiène dans certains cas, promiscuité entre sujets locaux résistants et sujets améliorés sensibles et fragiles), à la forte humidité due à l'hivernage, à la souche (race mi-lourde et peu rustique en milieu villageois) et aux parasites externes (argas).

2.1.9.1.5 Appui au renforcement des capacités organisationnelles des OP

En plus des 6 OP de l'année précédente, 6 nouvelles ont bénéficié des actions du projet en 2009. Chacune de ces nouvelles OP a été appuyée dans le choix du type d'organisation convenable dans leur milieu à travers les ateliers d'information sur la typologie des organisations existantes au Mali. À l'issue de ces ateliers, toutes ces organisations d'avicultrices ont choisi la coopérative comme forme d'organisation. Un questionnaire a été administré pour la définition des règles internes de fonctionnement.

Dans les anciennes OP, on a constaté un faible niveau d'application des règles internes de fonctionnement des coopératives : faible taux de recouvrement des cotisations notamment en hivernage (période de soudure dans les villages), inexistence de procès verbaux des rencontres,

manque de suivi de l'application des décisions issues des réunions. L'équipe d'animation du projet travaille sur ces faiblesses afin de créer une vraie vie associative au sein de ces OP.

2.1.9.1.6 Appui à la contractualisation avec les prestataires locaux

Cette activité vise à améliorer l'accès des productrices aux appui-conseils. La contractualisation avec le vétérinaire est la première expérience menée par les productrices. Cette contractualisation devait permettre un meilleur accès aux intrants et un appui-conseil. L'évaluation de cette expérience pilote a permis de relever des points faibles et des points forts.

Les points faibles évoqués lors de cette évaluation se résument comme suit :

- Les productrices ne maîtrisaient pas tout le contenu du document : elles ignoraient qu'elles pouvaient faire appel au vétérinaire à tout moment ;
- le vétérinaire n'était pas très rigoureux dans l'organisation des visites et des conseils : il ne visitait que les exploitations de 5 personnes à suivre par OP. Or celles-ci ne restituaient pas les conseils fournis aux autres. Ses passages irréguliers et rapides ne lui permettaient pas de bien suivre les activités des vaccinateurs formés et de renforcer leur capacité ;
- les fréquences de ses visites ont été jugés faibles (une fois par mois).

A la lumière de ces points faibles, le contrat a été revu avec des propositions d'amélioration. Les nouveaux points pris en compte sont :

- la traduction du contrat en langue nationale Bamanan pour chaque OP ;
- la fixation des dates de passage du vétérinaire pour le suivi zootechnique mensuel pour chaque OP et la participation de tous les vaccinateurs et membres des OP ;
- l'organisation d'une réunion bilan de la tournée à l'issue des visites avec les membres de l'OP pour évoquer les points forts et faibles observés et faire des propositions d'amélioration ;
- la transmission par le vétérinaire à l'équipe projet des conclusions et recommandations de cette rencontre sous forme de rapport ;
- la possibilité pour les productrices de solliciter le vétérinaire pour des cas spécifiques en dehors de dates convenues. Dans de tels cas, ses déplacements seront pris en charge sur le fonds de roulement santé animale qui a été majoré à cet effet pour chaque OP.

L'évaluation finale de l'application du contrat faite lors des réunions bilan a montré une amélioration dans l'exécution du contrat.

2.1.9.1.7 Appui à la mise en place des dotations équipement

Les équipements (abreuvoirs, mangeoires, portes, fenêtre et chaufferette) sont fournis pour 83 poulaillers et 50 poussinières. Les dotations équipement ont été octroyées au fur et mesure de la réalisation définitive des abris. Les bénéficiaires y ont contribué (en matériaux locaux et en main d'œuvre) à hauteur de 40 à 50% des investissements totaux

2.1.9.1.8 Appui à la gestion des dotations de fonds de roulement

L'évaluation de l'utilisation et de la gestion du premier fonds « santé animale » octroyé à 5 OP a été faite. Il a été constaté que l'utilisation est bonne dans l'ensemble. Suite à ce constat et à la relecture du contrat de prestation, un second fonds destiné à la prophylaxie et au traitement des petits ruminants a été mobilisé en faveur de 7 OP dont les 5 premières bénéficiaires.

A cause de l'échec de l'opération poussin et des difficultés financières liées à la période de soudure, les OP ont proposé d'échelonner le remboursement des fonds de roulement « achat poussin » et

« achat aliment ». A cet effet, l'Assistant OP a fait une situation de crédit individuel au niveau de chaque OP. Un point du niveau de remboursement sera fait avant la fin du premier trimestre 2010.

2.1.9.1.9 Réalisation de l'étude de la filière lapin

L'étude de la filière lapin a été réalisée. Elle conclut qu'il existe une production atomisée dans la zone d'intervention du projet. Toutefois, le lapin est un produit très peu consommé au Mali car il est peu connu et n'est pas dans les habitudes alimentaires. A la lumière de cela, l'étude propose de faire la promotion du produit et de réaliser une étude complémentaire de marché pour identifier les niches de marché. Cette étude de marché sera réalisée pendant le premier trimestre de l'année 2010.

2.1.9.1.10 Appui à l'élaboration et la mise en œuvre de la stratégie de mise en marché

A. Pour les volailles

En 2009, la stratégie adoptée par la majorité des productrices reste celle de la vente groupée. Les femmes ont produit individuellement et ont fait un plan de commercialisation en fonction duquel chacune s'engage à commercialiser tous les trimestres un nombre convenu de sujets. Les chargés à la commercialisation des OP négocient les prix avec les intermédiaires. Après la vente, les chargés à la commercialisation restituent à chaque productrice le montant perçu. Au moment de la commercialisation, les sujets sont identifiés par un système de marquage. Les prix sont discutés en fonction du poids (estimation à la main) et de l'état de santé de l'animal. Lors de la commercialisation, toute productrice qui n'arrive pas à honorer ses engagements en terme de quantité fixée à fournir est sanctionnée par l'OP.

B. pour les petits ruminants

Le mode de commercialisation habituel est la vente individuelle. Il n'a pas changé avec le projet. La raison est que les besoins de cash et la nature des animaux ne cadrent pas avec la stratégie de vente groupée. Aussi les réalités locales font que les femmes sont plus impliquées dans la vente des volailles que des petits ruminants dont la vente est plutôt décidée par leurs fils ou leurs époux.

Planification des activités pour 2010

Tenant compte des réalisations de 2009 et de l'évolution du contexte, la planification des activités pour 2010 a été adaptée et est jointe en annexe 3

Tableau synoptique des activités de formation

Type de formation et formateurs	Lieu	Bénéficiaires		Durée (en j)	Dates		Objectif de la formation	Support pédagogique	Appréciation formation1
		Nbre	Nom ou catégorie		Prévues	réelles			
Formation à la santé et protection des volailles villageoises	Kati	3	Vétérinaires	2	2ème semaine Janvier	2ème semaine Janvier	Former les vétérinaires à la formation des vaccinateurs à la santé et protection des volailles	Manuel du vaccinateur de volaille	4
Formation à la santé et protection des volailles villageoises	Kambila	11	Vaccinateurs de volailles villageoises	2	Janvier	Janvier	Assurer la lutte contre les pathologies aviaires courantes (maladie de Newcastle, parasitoses) et assurer la protection des jeunes	Manuel du vaccinateur de volaille	4
L'analyse des besoins de formation, identification, élaboration, mise en œuvre et évaluation des modules de formation	Bamako	3	Chef de projet PAFEC Chargé OP PAFEC Chargé filière PAFEC	10	Janvier	Janvier	Savoir élaborer et exécuter un module de formation	Cahier du participant	3
Formation sur le développement personnel	Bamako	3	Chef de projet PAFEC Chargé OP PAFEC Chargé filière PAFEC	2	Février	Février	En tant que superviseurs et experts dans un certain domaine, développer les employés d'ICD et les interlocuteurs externes en utilisant différents outils (gestion des performances, coaching, ..)	Fiches explicatives	4
Formation en alphabétisation fonctionnelle	Sonityèni Kalifabougou		Productrices	1 1	Avril	Avril	Renforcer les capacités des femmes bénéficiaires de façon à favoriser leur participation aux actions du projet	Cahiers de participants	2

Initiation à l'analyse de la filière (cas typique du Lapin)	Bamako	4	Equipe PAFEC	2	Avril	Avril	Faire une analyse socio-économique de la filière lapin dans le Cercle de Kati (communes de Kambila, Diago et Kalifabougou) et la ville de Bamako.	Supports électroniques	3
Formation à l'élevage des poussins d'un jour accouvés : habitat, rationnement et prophylaxie	Kambila Kalifabougou, Dougan, Mangola, Ngorongodji	107	Productrices, vaccinateurs	1 1 1 1	Juin	Juin	Maîtriser la technique d'élevage de poussins	Planches illustrées	2
Formation des membres des organes sur la gestion coopérative	Dougan, Ngorongodji	17 21	Productrices (CA, CS et membres disponibles)	4	Mai	Mai	Renforcer les capacités organisationnelles (administratives et financières) des organes de gestion des coopératives.	Cahiers de participants	3
Formation sur l'analyse des filières	Niamey (Niger)	1	Chef de projet PAFEC	11	Septembre	Sept- octobre	Comprendre une analyse de filière, son intérêt et ses limites Maîtriser les principaux concepts d'une analyse filière	Document participant	3

*1 (4) : très bon ; (3) : bon ; (2) : moyen ; (1) : faible ; (0) : mauvais

Commentaire sur les activités de formation

2.1.9.1.11 Formation à la santé et protection des volailles villageoises :

Cette formation a été réalisée en deux étapes :

- une première formation a été réalisée à l'intention des productrices sous forme de sensibilisation de masse pour leur permettre de reconnaître les signes cliniques des pathologies majeures (maladie de Newcastle, variole, parasitoses), les modes et vecteurs de transmission et les moyens de lutte.
- La seconde a été initiée suite au constat des défaillances du contrat de prestation de service entre les OP et le vétérinaire (irrégularité, coût élevé des interventions). Elle a concerné 11 vaccinateurs de volailles villageoises qui doivent désormais assurer la lutte contre les pathologies courantes. Ces vaccinateurs formés ont réalisé 7672 vaccinations en 2009. Ces interventions ont contribué à amoindrir les contraintes liées à l'accès aux services d'un vétérinaire qui désormais n'assure que le suivi-conseil des activités de santé animale, l'accompagnement technique des vaccinateurs et leur approvisionnement en intrants sanitaires.

2.1.9.1.12 Formation à l'identification, élaboration, mise en œuvre et évaluation d'un module de formation :

Cette formation a été organisée à l'intention de l'équipe projet et d'une douzaine de cadres du partenaire local. Elle leur a permis d'acquérir des connaissances sur :

- L'analyse des besoins de formation ;
- la définition des différents concepts liés au module de formation ;
- la structuration du module de formation ;
- la formulation des objectifs pédagogiques.

Lors de la formation, certains supports du projet ont été présentés. Les observations apportées par les participants ont permis de les ajuster et de les améliorer.

2.1.9.1.13 Formation sur le développement personnel

Cette formation assurée par la responsable aux Ressources Humaines de VSF-B a permis aux cadres du projet de :

- Connaître des outils avec lesquels on peut développer une personne ;
- Comprendre le rôle et l'importance de la fiche de poste dans le développement d'une personne ;
- Elaborer une fiche de poste avec des responsabilités ;
- Savoir quand, comment et quoi suivre et comment tenir une réunion de suivi ;
- Conduire une réunion de suivi comme coach ;
- Donner un feedback constructif à quelqu'un ;
- Coacher un employé afin qu'il/elle atteigne de meilleures performances ;
- Ecouter activement.

L'application est en cours dans la réalisation des entretiens individuels d'appréciation des cadres du projet et le processus de recrutement des animateurs de terrain.

2.1.9.1.14 Formation en alphabétisation fonctionnelle

Cette formation organisée en mars avril 2009 dans le but de renforcer les capacités des femmes de façon à favoriser leur participation aux actions du projet connaît un début d'application avec la tenue des supports de commercialisation, des procès verbaux de réunions des OP, de certains outils de collecte de données pour le suivi zootechnique, de cahier de caisse et l'enregistrement des droits d'adhésion et des cotisations.

2.1.9.1.15 Formation à l'élevage des poussins : habitat, santé et alimentation (formulation et rationnement) et production de termites

Cette formation avait pour but d'assurer la protection des poussins et leur alimentation. Pour cela, toutes les productrices ont été formées à l'hygiène de l'habitat, l'application du plan de prophylaxie et la formulation de rations alimentaires avec les intrants locaux et au mode de distribution. Puisque le besoin des poussins en protéines est important, elles ont été formées à la production de termites. Cette pratique a donné de bons résultats à toutes celles qui l'ont expérimentée à Kalifabougou, Dougan, Mangola, Ngorongodji et Kambila (disponibilité de termites, gain de temps car elles ne sont plus obligées d'aller casser des termitières en brousse).

2.1.9.1.16 Formation des membres des organes sur la gestion coopérative

Cette formation a été initiée dans le but de renforcer les capacités organisationnelles (administratives et financières) des organes de gestion des coopératives. La formation a été réalisée au niveau de deux OP sur 6. Elle connaît un début d'application avec la tenue de certains outils de gestion par les productrices elles-mêmes (registre de commercialisation, procès verbaux de réunion, cahiers de caisse et de banque, ...)

2.1.9.1.17 Formation à l'élevage des pintadeaux : techniques, habitat, rationnement et prophylaxie

Elle a été organisée à l'intention d'une quarantaine de productrices de pintades dont une dizaine en était demandeuse. L'objectif de la formation était de les aider à maîtriser la technique d'élevage de pintadeaux. Les points abordés lors la formation sont l'habitat, le rationnement, la production de termites et la santé. Une évaluation de l'application de la formation et de ses effets sur les élevages concernés a montré que sur la dizaine de productrices demandeuses :

- 7 ont bien entretenu l'amélioration des conditions d'hygiène de habitats ;
- 4 ont bien appliqué le principe de la formulation de l'aliment et le rationnement et ont produit des termites ;
- 7 ont bien appliqué le plan de prophylaxie proposé.

2.1.9.1.18 Formation sur l'analyse des filières

Une initiation à l'analyse des filières a été réalisée avec l'appui de Assistant Programme du BREN en avril 2009. Elle a concerné toute l'équipe PAFEC.

En septembre 2009, le Chef de projet a participé à une formation assurée par une Consultante. La dite formation avait pour but d'aider les participants à :

- comprendre la définition d'une filière, son intérêt et ses limites ;
- connaître et maîtriser les principaux concepts d'une analyse de filière.

La formation a traité :

- des aspects d'organisation d'une filière ;
- de l'organisation d'une analyse de filière ;
- de l'analyse des informations ;
- de la formulation du diagnostic.

Des travaux de groupe ont porté sur certaines études réalisées dans le cadre du PAFEC (lapins, volailles, petits ruminants).

Globalement la formation a permis de comprendre qu'une étude de filière étudie l'évolution du produit de sa production à sa consommation en passant par tous les stades de commercialisation et de transformation.

Quelques attentes n'ont pu être comblées à cause du faible niveau pédagogique de la formatrice.

2.1.10 IMPACTS DU PROJET

Les impacts directs et les effets induits sont :

Au niveau de l'évolution du cheptel, de l'amélioration des conditions d'élevage et de la conduite du cheptel :

- La réduction du taux de mortalité des volailles villageoises et l'augmentation numérique du cheptel ;
- La réduction des pertes d'animaux dues aux prédateurs et aux vols grâce à l'amélioration conditions d'élevage (habitat) ;
- Le bon niveau d'assimilation et d'application des notions de base en prophylaxie sanitaire des volailles ;

Sur le plan du bien-être socio-économique des productrices :

- L'évolution progressive des relations économiques et sociales des productrices avec leur environnement villageois ;
- Le rehaussement de la capacité de négociation des productrices (avec le vétérinaire et les intermédiaires commerciaux) ;
- L'intérêt des éleveurs non membres des OP encadrées pour les actions du projet ;

Au niveau des prestataires de services :

- L'accroissement de l'intervention du vétérinaire (appel fréquent au vétérinaire) ;
- L'amélioration des capacités des prestataires privés en santé animale à travers leur recyclage, l'élargissement de leur clientèle et leurs capacités à nouer des relations durables avec des clients.

Sur le plan de l'organisation de la commercialisation des espèces à cycle :

- La mise en place d'un dispositif de commercialisation adapté et d'approvisionnement de Bamako et Kati (commercialisation plus aisée des volailles)

2.1.11 EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses par résultat

Cf. rapport financier.

Commentaires sur l'exécution budgétaire

Résultat 1 : A ce niveau l'exécution budgétaire est de 45%. Cette sous-consommation se justifie par le retard initial de 4 mois ayant entraîné en 2008 (pour certaines activités liées à des contraintes saisonnières) un retard effectif de 8 mois pour certaines activités (formations de masse, alphabétisation, amélioration des conditions d'élevage). Cette situation n'a pas permis la mobilisation des fonds pour la réalisation de ces activités programmées dès la première année et le retard n'a pu être totalement rattrapé en 2009. La ligne relative à la mise à disposition des géniteurs n'a pu être totalement mobilisée faute de fournisseurs de ces sujets et les mauvaises conditions sanitaires. De plus le montant prévu pour l'alphabétisation n'a été mobilisé que pour la formation de 21 personnes. Le solde ne pouvant couvrir la demande restante sera complétée en année 3 grâce au cofinancement obtenu pour assurer la formation d'une centaine de productrices. Enfin, en lieu et place d'un voyage d'étude sur l'amélioration des conditions d'élevage, le projet a jugé utile de faire des séances de démonstrations pratiques sur l'habitat et l'alimentation.

Résultat 2 : Le budget a pu être mobilisé à concurrence de 24%. Ce niveau d'exécution se justifie aussi par le retard de démarrage. D'autre part, le voyage d'étude prévu pour 2009 n'a pu être organisé. Il faut aussi signaler que le budget prévu pour les ateliers bilan de 2009 n'est mobilisé qu'à partir de janvier 2010.

Résultat 3 : l'exécution budgétaire à ce niveau est de 33%. Cela se justifie par le retard initial, le faible niveau de mobilisation des fonds de roulement et la faible capacité des productrices à mobiliser des prêts pour réaliser des AGR. Sur 12 OP accompagnées, seules 3 ont pu négocier et obtenu un prêt dont le fonds de garantie a été octroyé par le projet.

Résultat 4 : l'exécution budgétaire est de 20%. Cela se justifie par le fait que les études de filière n'ont pas faits l'objet de prestation de service. Elles ont été réalisées par l'équipe projet. De plus les équipements de mise en marché pour les OP, les subventions d'équipements et le fonds d'accès au crédit équipement pour les acteurs du marché n'ont pas fait l'objet de demande de la part des bénéficiaires.

2.1.12 VIABILITÉ POTENTIELLE

Actions (ou groupes d'actions)	Utilisateurs	Adoption technol. ¹	Maîtrise technique ¹	Maîtrise Coûts récurrents ¹	Commentaires
L'implication des vaccinateurs de volailles dans le dispositif de couverture sanitaire	Productrices	4	4	4	Accès plus aisé aux soins vétérinaires et économie d'échelle sur les prestations vétérinaires car les conditions technico-économiques de l'élevage traditionnel villageois (notamment la basse-cour) sont défavorables aux traitements curatifs coûteux
La sensibilisation de masse élargie aux autres producteurs des zones couvertes	Productrices	2	2	2	Réduction du taux de mortalité des volailles villageoises
L'amélioration des conditions d'élevage (habitat)	Productrices	4	4	4	Bonne qualité globale des infrastructures et équipements d'élevage réalisés essentiellement avec des matériaux locaux
L'Appui à l'organisation de la commercialisation des volailles	Productrices Intermédiaires commerciaux	4	4	4	Dispositif adapté aux femmes (gain de temps, marge bénéficiaire plus intéressante) et aux intermédiaires commerciaux (gain de temps, quantité, qualité et délai adaptés)
Réalisation d'activités structurante	Productrices	1	1	1	Amélioration de la cohésion interne au niveau des OP

*¹ : (4) : très bon ; (3) : bon ; (2) : moyen ; (1) : faible ; (0) : mauvais

2.1.13 CONCLUSIONS

Les points forts	Les points faibles (+ problèmes rencontrés)	Mesures prises pour remédier au problème	Mesures à prendre
1/ Au titre des activités techniques			
- Bonne qualité globale des infrastructures et équipements d'élevage	Perte importante des poussins (maladies, prédateurs)	Construction de poussinières adaptées	Améliorer le système de conduite de l'élevage des poussins
- Bonne approche en matière de vaccination des volailles locales	Opération « poussins » : forte mortalité (50%), promiscuité avec des sujets locaux non soignés, mauvaise application du plan de prophylaxie		Abandonner ce type d'élevage
- Dispositif de commercialisation de volaille adapté	Programme de prophylaxie et de rationnement des pintadeaux onéreux		Alléger le programme de prophylaxie et de rationnement des pintadeaux
- Accès facile aux soins vétérinaire	Manque de cohésion sociale et de motivation des membres des OP		Renforcer les capacités des Comités de gestion des OP et mise en œuvre d'activités structurantes
- Opération « pintadeaux »	Accent trop marqué sur la formalisation des OP alors que le niveau organisationnel est encore faible (vouloir, pouvoir, faire)		Dans le choix de nouveaux sites, choisir des groupes de femmes ayant une bonne cohésion sociale, menant des activités structurantes et appuyés par d'autres partenaires
- Introduction de coqs améliorateurs	Stratégie de choix des sites d'intervention ne prenant pas assez en compte les possibilités de synergies avec d'autres partenaires		Analyser les interventions des autres partenaires et l'intégrer au processus de choix de nouveaux sites
- Fiche de suivi zootechnique bien adapté			

Les points forts	Les points faibles (+ problèmes rencontrés)	Mesures prises pour remédier au problème	Mesures à prendre
2/ Au titre des formations			
supports de formation adapté et de bonne qualité (imagé, avec des phrases courtes et traduits en langue locale).	Faible niveau d'application des formations.	Déploiement d'animateur de terrain pour suivre et appuyer l'application des thèmes techniques	
La démarche participative d'élaboration et de validation des supports de formation (implication des services techniques et des bénéficiaires)			
3/ Au titre de l'administration / gestion du projet*1			
Le principe de gestion du projet est celui du partenaire local. Les procédures de gestion des moyens matériels et logistiques, des fournitures et du carburant sont élaborées et garantissent une utilisation rationnelle de ces moyens.			
4/ Au titre de la logistique			
Logistique suffisante et adaptée aux conditions du terrain.			
Inventaire régulier des matériels du projet sanctionné par un procès verbal.			
Utilisation optimale et efficiente des ressources du projet.			
Utilisation d'un lock-book pour le matériel roulant			
5/ Au titre de la comptabilité et des finances			

Les points forts	Les points faibles (+ problèmes rencontrés)	Mesures prises pour remédier au problème	Mesures à prendre
Les procédures comptables et financières mise en place sont celles du partenaire local. Le suivi des procédures de gestion se fait de manière rigoureuse à différents niveaux : caissière, comptable et chef de projet.			
6/ Au titre des ressources humaines			
Au titre du personnel, des profils de poste ont été établis et des évaluations semestrielles des agents du projet se font au cours des entretiens individuels d'appréciation.	Personnel est soumis à un rythme de travail trop intense du fait de l'absence d'une véritable équipe d'animation à la base.	Recrutement d'un animateur	Recrutement d'un second animateur

1 : y compris au niveau du PLP

2.1.14 LEÇONS APPRISES

Principaux enseignements et leurs répercussions	Ce qu'il faut faire ou aurait fallu faire	Ce qu'il ne faut pas faire / ce qu'il faut éviter
Atteinte des objectifs axée beaucoup plus sur les activités que les résultats	Gestion axé résultat	RAS
L'opération « Vaccination et le déparasitage » des volailles et petits ruminants a été très appréciée par les bénéficiaires. Par contre, le vétérinaire n'a pu honorer tous ces engagements	Impliquer les vaccinateurs villageois dans le dispositif de santé animale	RAS
Faible taux de réussite de l'opération poussin : action trop précipitée sans analyse approfondie du contexte sanitaire, de la période	Analyser de façon approfondie	Mettre ensemble les sujets locaux (susceptibles d'être porteurs sain de germe pathologique) et les sujets de race améliorée fragile et très sensibles.
La prise en compte de petits ruminants alors que ce sont les femmes qui s'en occupent, mais ne bénéficient pas du revenu généré et sont hors des prises de décision concernant leur gestion	Réduction du niveau de l'accompagnement technique en faveur de ce type d'élevage	Initier plutôt des actions d'embouche à l'approche des fêtes de tabaski sous la responsabilité de l'OP et en lien avec une institution de micro-finance
Circonscription de la sensibilisation aux seules productrices encadrées		Organiser des campagnes de sensibilisation de masse
Faible niveau de cohésion interne au sein des OP due au fait qu'elles ont été suscitées par le projet. Du coup les membres ne sont intéressés que par les appuis du projet.		Assurer des formations plus approfondies des membres des bureaux/Renforcer la sensibilisation des femmes sur les notions de base liée à la vie associative

2.1.15 ANNEXES

1. Carte du pays / de la zone d'intervention.
2. Tableau synoptique des activités
3. Planification des activités de l'année suivante
4. Inventaire des équipements
5. KM AF 2009